



FRÉDÉRIC MAILLOT

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un ConsorCIOM aussi réussi que les 100 jours de Borne

Le Comité interministériel des Outre-Mer (CIOM) est la réponse par le Gouvernement Borne de l'appel de Fort de France, formulé et porté par les collectivités territoriales des divers territoires ultramarins. Ces derniers appelèrent à changer de modèle de gouvernance et notamment à changer la politique des aides versées aux pény d'Outremer. Ce qui me donne l'occasion de saluer cette initiative inédite de voir les Pény D'outre mer faire corps et parler d'une seule et même voix à un gouvernement.

Pour être précis, ce Comité ne concerne que les ministres et non les députés qui n'ont assisté qu'à des réunions d'informations et non de travail ou de contribution.

Lors de l'une de ces réunions avec le Ministre CARENCO, il a été émis l'idée d'une refonte de l'octroi de mer, que le gouvernement tient pour seul et unique responsable de la vie chère en Outre-Mer. Or, les travaux de la Commission d'enquête parlementaire dédiée à ce fléau dans lesquels je me suis investi, montre que le problème est bien plus complexe que cela.

En s'attaquant à l'octroi de mer, le Gouvernement risque de plomber le principal mode de financement des collectivités d'outremer, et cela n'est pas envisageable. J'ai exprimé toute mon opposition à cette idée de réforme et je continuerai à m'y opposer, pour une refonte plus juste du système fiscal dans les Outremer. Toutefois, la situation des Outremer actuelle n'est plus acceptable.

On attend un réel changement de paradigme de la part du pouvoir en place vis-à-vis de nos territoires d'Outremer : des solutions adaptées à nos spécificités ultramarines telles que la raréfaction du foncier ou le taux de chômage bien plus important que dans l'hexagone, outre la problématique globale de la vie chère.

Un Gouvernement conscient ne relèguerait pas le problème de la vie chère aux collectivités en leur demandant d'adapter le système de taxation d'octroi de mer en prétendant l'accompagner sur cette réforme. Un Gouvernement conscient ne laisserait pas Mayotte et la Guadeloupe vivre au gré des coupures d'eau potable. Un Gouvernement conscient s'attacherait à enrayer l'inflation du prix des billets d'avion qui ne cesse d'augmenter jusqu'à atteindre +48% pour les voyages entre l'Hexagone et la Guadeloupe. Un Gouvernement conscient ne laisserait pas Mayotte et la Guadeloupe vivre au gré des coupures d'eau potable. Un Gouvernement conscient nous inclurait dans chacun de ses projets de lois, et arrêterait les promesses creuses de considération des Outremer tout en nous gouvernant par décret.

Sommes-nous face à un gouvernement conscient de nos problématiques ? J'ai eu l'occasion de le démontrer par la négative lors de mes interpellations en Hémicycle et en Commission. De mon point de vue, ce CIOM n'aura pas de réponse concrète à nos inquiétudes et nos problématiques, bien malheureusement. Le Gouvernement est resté bien trop souvent sourd face à nos interpellations pour espérer le contraire.

Toutefois les députés ultramarins ont su se montrer unis et combatifs pour plus de justice envers les péiy d'Outremer. J'en veux pour preuve le travail commun mené lors de la Commission d'enquête parlementaire sur la vie chère, le vote de la loi SERVA sur la continuité territoriale ou encore au sein de la délégation des Outremer.

Nous savons que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour faire avancer nos Outremer et nous continuerons à y travailler.